

IPEMED News



Jean-Louis Guigou Délégué général d'IpeMED

Europe du Nord contre Europe du Sud : trois leçons

Le débat sur l'opposition supposée entre l'Orient et l'Occident a été relancé par les succès électoraux des islamistes du Printemps arabe et la crainte de voir la rive sud de la Méditerranée s'éloigner de la rive nord. Et voici que la crise de l'euro fait craindre que l'Europe du Nord germanique et scandinave,

rigoureuse et économe, ne s'éloigne de l'Europe du Sud, latine et dispenseuse. Il y a quelque chose de vrai dans ce constat : oui l'Europe du Nord a mis en place un développement économique de qualité. Face à des problèmes graves – crise scandinave en 1980, réunification de l'Allemagne en 1990... – elle a trouvé des solutions.

Mais il y a aussi quelque chose de faux : c'est avec les autres pays européens que ces économies vertueuses font l'essentiel de leur solde commercial, c'est au sein d'une région forte et solidaire qu'ils pourront peser sur la scène mondiale.

On peut en tirer trois enseignements. Le premier est qu'une des principales caractéristiques du temps est la rapidité des transformations : nous croyions l'Union européenne assurée de son destin, la voilà qui joue sa survie. Le deuxième est qu'il ne faut pas céder à la toute puissance du court terme, insistons sur les tendances de fond. Le troisième enseignement est que l'Europe n'a plus de leçons à délivrer en matière de bonne gestion ou de solidarité ; le temps est aux échanges d'expériences – entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, entre l'Europe et les pays sud méditerranéens.

ÉDITO

Nouvel élan

En dépit de certains aspects sombres du passé, notre histoire avec le monde arabe est d'abord une histoire partagée. Les révolutions arabes ouvrent une page nouvelle de cette rencontre historique avec la France, puissance d'influence. Il nous revient de l'écrire ensemble, en amitié et en partenariat avec les peuples arabes, faisant de la Méditerranée un espace prometteur de coopération et de partage ». C'est en ces mots que Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, a conclu son premier grand discours sur la France et le nouveau monde arabe.

L'HEURE EST AU RÉALISME ET À UNE NOUVELLE MÉTHODE : CELLE DES COOPÉRATIONS À GÉOMÉTRIE VARIABLE QUI RASSEMBLENT DES PAYS SUR DES PROJETS PRÉCIS, EN FAISANT UNE LARGE PLACE AUX JEUNES.

Le chef de la diplomatie a dressé un état des lieux du monde arabe à l'heure des révolutions autour de trois questions : qu'espérer, que craindre et enfin que faire ? Il a exprimé sa volonté de s'affranchir de tout ce qui pouvait ressembler à une tutelle, à un paternalisme, même s'il est pro-révolutionnaire et a insisté sur la nécessité de laisser le temps aux transitions.

SIGNE FORT Là où il a exprimé une opinion nouvelle, c'est lorsqu'il a parlé de la Méditerranée, de son avenir et, plus particulièrement, de celui des mobilités entre les deux rives en insistant sur la place des jeunes dans le partenariat. Il a, bien entendu, parlé de l'abrogation de la circulaire Guéant, signe fort attendu

par les étudiants et signe de la volonté de permettre les échanges universitaires. Tout en reconnaissant que l'Union pour la Méditerranée partait d'une ambition généreuse, il l'a qualifiée de maladroite mais il a néanmoins proposé d'utiliser son secrétariat, qui a montré son utilité en gérant des projets de coopération. L'heure est au réalisme sur ce que nous pouvons et devons faire et à une nouvelle méthode, celle des coopérations à géométrie variable qui permettent de rassembler des pays volontaires sur des projets précis. Il ressort de ce propos la prise en compte de la complexité des situations aussi bien sur la rive sud que sur la rive nord ; la France se doit de continuer à porter les ambitions, la priorité méditerranéenne auprès de ses partenaires de l'Union européenne.

Cette approche rejoint celle d'IpeMED qui travaille à la convergence en favorisant les échanges entre les dirigeants du Nord et du Sud de la Méditerranée, les chefs d'entreprise, les experts, les politiques et qui appelle à une intégration régionale, indispensable pour le devenir des pays concernés. Il convient dès lors de relancer une réflexion commune afin de donner un nouvel élan et contribuer au devenir de cette région qui vit une période exaltante, parfois inquiétante mais porteuse d'espoir pour les nouvelles générations.

Agnès Levallois



Clin d'œil entre Mahmoud Abbas, Premier ministre de l'Autorité palestinienne, et Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse au Quay d'Orsay, le 7 juin 2012.

FORUM D'AGADIR



Les 8 et 9 juin, s'est tenue à Agadir une conférence-forum

sur le tourisme et le changement climatique au Maroc et dans la région méditerranéenne. Hassan Aboutayeb, directeur du réseau de développement touristique rural du Maroc, nous en explique les enjeux.



Le tourisme confronté au changement climatique

Organisé par le réseau de développement touristique rural du Maroc et l'université Ibn Zohr d'Agadir, l'événement avait pour objectif de sensibiliser les professionnels et les acteurs locaux à la question du changement climatique, et de replacer l'enjeu environnemental au cœur du débat sur l'avenir du tourisme régional.

Vous avez organisé une conférence sur le tourisme face au changement climatique en Méditerranée. Pourquoi ce sujet vous semble-t-il important ?

Le changement climatique touche le monde entier, mais le Bassin méditerranéen est l'une des zones où l'impact sera le plus grand. Les effets négatifs se font déjà ressentir dans plusieurs pays de la région, dont le Maroc qui connaît depuis quelques années des variations de température et de pluviométrie. Dans ce contexte, l'industrie touristique doit mener des transformations structurelles visant à la fois à atténuer sa contribution au changement climatique et à adapter ses produits aux change-

ments qui sont en train d'avoir lieu. Pour relever ce défi et trouver des solutions, le meilleur moyen est de confronter les connaissances scientifiques aux besoins des professionnels et aux attentes des visiteurs. L'objectif de la conférence était de favoriser le dialogue entre ces différents acteurs, et de leur rappeler qu'anticiper les changements est le meilleur moyen de ne pas les subir.

Agadir est un haut lieu du tourisme de masse. Selon vous, que symbolise cette destination dans le débat sur le changement climatique ?

Agadir a toujours misé sur son climat et sur le printemps éternel dans lequel baigne la région. Poursuivre la massification du tourisme balnéaire n'est plus une option souhaitable, car ce choix ne ferait qu'accentuer les pressions sur l'environnement. Dans l'arrière-pays, le patrimoine bâti, comme les maisons en pisé pluriséculaires, et les richesses naturelles, comme la biosphère d'Arganeraie, qui sert de rem-

part contre la désertification, sont mis en péril par les effets du changement climatique. Le tourisme devrait être diversifié, déconcentré, et mis au service de la préservation de ce patrimoine, suivant un processus d'harmonisation des pratiques touristiques avec le territoire et son évolution. C'est aux professionnels d'en prendre l'initiative. Plus ils seront nombreux à s'impliquer, plus l'État sera enclin à prendre les mesures d'accompagnement nécessaires au développement de ce tourisme alternatif.

Dans une situation de crise économique mondiale où les enjeux du court terme l'emportent, et où l'investissement se raréfie, comment maintenir l'enjeu climatique en priorité ?

Ne soyons pas faussement naïfs : même avant la crise, la prise de conscience était largement insuffisante. Les appels politiques en faveur du tourisme durable et responsable, comme la déclaration de Djerba de 2003, ont produit très peu d'effets sur la manière dont les pro-



La Réserve de biosphère de l'arganeraie (RBA) s'étend sur plus de 800 000 hectares au Nord d'Agadir. Elle a été créée en 1998 avec le soutien de l'Unesco pour préserver les écosystèmes de la région.

professionnels conçoivent leur activité. Je ne veux pas croire que l'inaction générale soit justifiée par le coût de la durabilité. Pour les petites comme pour les grandes structures, le coût du non-durable est en fait bien plus grand. Chacun sait par exemple que la gestion environnementale des établissements est source d'économies considérables, car elle permet de réduire les consommations en eau et la facture énergétique. De même, les gains d'image réalisés auprès de la clientèle, bien qu'intangibles, s'avèrent profitables très rapidement. C'est là que réside la solution pour convaincre les professionnels de se responsabiliser : passer d'un argumentaire pro-environnemental, fondé sur la protection de la nature, à un argumentaire économique, vantant les profits à réaliser. Peu importe que le changement soit motivé ou non par une prise de conscience environnementale : vu la gravité de l'enjeu, la fin justifie les moyens.

Maxime Weigert
Chargé de recherches Ipemed



CGAUTHIER

RENCONTRE

Les petits déjeuners d'Ipemed

● Quelques semaines avant la tenue de la conférence Rio+20 (20-22 juin 2012), Ipemed a organisé en partenariat avec le magazine *Jeune Afrique*, une rencontre pour faire le point sur les enjeux du développement durable, auxquels sont confrontées les compagnies aériennes de la région méditerranéenne. Les discussions entre le directeur général adjoint d'Air France, Bertrand Lebel, et le PDG de Royal Air Maroc (RAM), Driss Benhima, ont mis en lumière les convergences de vue entre les deux compagnies eu égard à l'inclusion du secteur dans le système communautaire d'échange de quotas d'émissions (EU ETS) depuis le 1^{er} janvier 2012. Si les représentants des deux compagnies sont pour la mise en place d'un système incitatif de réductions d'émissions de CO₂, ils estiment toutefois que cela devrait s'organiser au niveau international sous les auspices de l'Organisation de l'aviation civile Internationale. Dans un contexte de forte croissance du trafic aérien international, la Commission européenne souhaite inciter l'ensemble des compagnies qui atterrissent ou décollent de l'Union européenne à limiter leurs émissions. Ce qui pourrait se traduire par des mesures de rétorsion de la part d'autres pays, et de distorsion de concurrence entre compagnies internationales si certaines ne se conforment pas à l'EU ETS. Compte-rendu sur www.ipemed.coop

Morgan Mozas
Chef de projet Ipemed

PROSPECTIVE

Les projets de la Berd approuvés

● Les députés européens viennent d'approuver les projets en vue de l'élargissement des activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Cette décision vise à soutenir la transition démocratique dans les pays qui connaissent des bouleversements. Le président du Parlement européen, Martin Schulz, qui



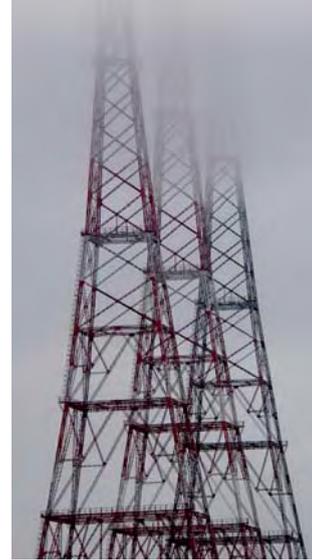
ENZO ZUCCHI

est aussi président de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée jusqu'en mars 2013, a déclaré à cette occasion : « *Pour que la démocratie s'ancre avec succès dans la région, nous avons besoin de réelles perspectives de prospérité partagée. Alors que l'Europe traverse une période économique difficile, nous devons unir nos forces et mobiliser toutes les institutions et instruments à notre disposition pour assurer la réussite de la transition* ». La banque va donc mettre ses compétences et son expertise sur les transitions au service des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

CONFÉRENCE

Vers une union euro-méditerranéenne de l'énergie ?

● Lors d'une conférence organisée par Euro Group et Medgrid, Ipemed, par la voix de son délégué général Jean-Louis Guigou, a appuyé l'idée de la mise en place d'une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie. Celle-ci développerait une vision régionale partagée et durable sur les choix énergétiques de la région. Elle accompagnerait la coopération euro-méditerranéenne pour aller vers une intégration régionale dans le domaine des réseaux électriques et gaziers, des marchés de l'énergie et des normes qui encadrent les échanges énergétiques. Enfin, elle contribuerait à un développement économique et industriel équilibré dans le secteur de l'énergie et des secteurs affiliés (bâtiment, transport...) sur les deux rives. La question est d'autant plus pertinente qu'en raison de la pression démographique et de la croissance économique, la région méditerranéenne est soumise à une forte hausse de la demande en énergie, qui devrait augmenter de plus de 40 % d'ici 2030. Mais le financement des projets de coopération de l'énergie étant crucial, peut-on imaginer que les pays du Golfe y participent ? C'est l'avis de Philippe Lorec, en charge du Plan solaire méditerranéen au ministère français de l'Écologie.



CLAUDE CHAUVIN

L'Euro-Méditerranée suspendue à l'avenir de l'Égypte



Le résultat de l'élection présidentielle égyptienne est une nouvelle étape dans la transition politique que connaît ce pays. Tewfik Aclimendos, historien, chercheur associé au Collège de France, spécialiste de l'Égypte, nous livre son analyse.

Poids lourd de la région, berceau des Frères musulmans et du nassérisme, le devenir de l'Égypte aura de fortes incidences sur l'ensemble de la région et sur l'avenir des relations euro-méditerranéennes. La politique extérieure de la France, qui s'était appuyée sur l'Égypte pour lancer l'Union pour la Méditerranée (upm), risque notamment de connaître des évolutions, même si les militaires entendent garder la haute main dans ce domaine. Mais pour les Égyptiens, la priorité est de renouer avec la croissance (1,8 % l'an dernier), et d'attirer à nouveau les investisseurs et les touristes. Les réserves de change de la Banque centrale sont passées de 36 milliards de dollars début 2011 à 15 milliards aujourd'hui. C'est dans ce contexte extrêmement difficile que la première élection présidentielle libre s'est déroulée avec des soubresauts qui font craindre de nouvelles tensions entre les deux piliers de la vie politique : l'armée et la confrérie des Frères musulmans.

A.L.

Quelle analyse faites-vous des élections qui viennent de se dérouler ?

L'armée a joué le jeu et a respecté le suffrage des urnes en annonçant un résultat qui lui déplaisait, l'élection du candidat des Frères musulmans. Pourtant le comportement du Conseil suprême des forces armées (CSFA) a suscité de nombreuses interrogations quand il a pris deux décisions entre le mercredi et jeudi précédents le deuxième tour, à savoir l'invalidation des élections législatives et le droit donné à la police militaire et aux services de renseignement de l'armée d'arrêter des civils. La Haute cour constitutionnelle avait préparé son avis de longue date : selon elle, l'élection législative n'était pas constitutionnelle. Le CSFA, qui connaissait sa position, lui avait probablement demandé de réserver son avis et, dans l'hypothèse où son candidat était élu président, il lui aurait demandé de le publier pour que le nouveau chef de l'État invalide le Parlement et qu'il dispose ainsi de tous les pouvoirs. Quand le CSFA a compris que le scrutin lui échappait, il a préféré demander à la Haute cour de divulguer son avis pour reprendre la main. Mais les manœuvres de l'armée ont sûrement coûté cher à son candidat, Ahmed Shafiq. Elles lui ont probablement fait perdre des voix. Le CSFA a eu tort d'agir ainsi car Ahmed Shafiq aurait peut-être été en mesure de remporter l'élection. De leur côté, les Frères musulmans ont très rapidement annoncé les résultats pour mettre la pression sur l'armée et parce que l'écart entre les deux candidats était serré. Le président élu est moins légi-

time que s'il y avait eu un écart plus grand entre les deux candidats. Les Frères ont perdu la moitié de leur électoral entre les législatives et la présidentielle, simplement à cause de leur action au Parlement pendant les quelques mois qui ont séparé les deux scrutins.

Et quel a été le rôle des jeunes révolutionnaires ?

Les jeunes révolutionnaires ont soutenu le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, car l'appareil d'État étant toujours entre les mains de l'ancien régime, ils considéraient qu'il fallait soutenir les Frères quitte à leur « régler leur compte » dans un deuxième temps. Frères contre armée, ils soutiennent les Frères. Mais ce soutien sera-t-il inconditionnel et jusqu'à quand ? Ils espèrent également que les Frères comprendront qu'ils ne peuvent pas gouverner seuls et qu'ils ne pourront pas faire n'importe quoi. Mais j'ai des doutes sur cette stratégie car les Frères sont la seule force organisée et ils prendront le contrôle du pays avant que d'autres n'aient le temps de s'organiser. Ils sont pressés alors que traditionnellement ils sont lents. Ils avancent et, lorsque tout le monde est contre eux, ils marquent une pause et se remettent en marche une fois que l'occasion se présente à nouveau. Cela a été leur stratégie au Parlement.

Quid du Parlement dissous ?

Le CSFA ne peut pas revenir en arrière. Les Frères musulmans veulent un nouveau scrutin portant sur le tiers uninominal alors que la Haute cour estime que l'ensemble du scrutin est invalidé. Sans accord sur le Parlement, il va falloir rédiger rapidement une Constitution et, ensuite, organiser des élections législatives.

Dans ce contexte quels sont les pouvoirs du nouveau président ?

Il dispose de beaucoup de pouvoirs même si la déclaration constitutionnelle



Affiche de campagne de Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, près du célèbre hôtel Cecil à Alexandrie.

lui en enlève certains. En effet, l'armée entend priver les Frères de tout moyen d'agir sur la politique étrangère, notamment en raison de la situation dans le Sinaï. La vraie bataille va se concentrer sur le contrôle du ministère de l'Intérieur car l'armée ne veut pas laisser les Frères musulmans le gérer seul. Pour obtenir un meilleur arrangement avec les militaires, les Frères peuvent être tentés de s'appuyer sur la rue, sur les révolutionnaires qui sont très remontés contre l'armée. Les Égyptiens peuvent donc à nouveau s'engager dans un rapport de force avec l'armée, place Tahrir, ou obtenir plus avec ce chantage.

Le président Morsi peut prendre le contrôle du social, de l'économie et de l'éducation et proposer des lois que le CSFA acceptera si elles sont censées. De plus, la situation économique étant extrêmement difficile, les deux parties n'ont pas intérêt à jouer la politique du pire. Donc, on peut supposer qu'il n'y aura pas systématiquement blocage des propositions émanant du gouvernement lorsque celui-ci sera nommé. Mais beaucoup va dépendre du choix du Premier ministre qui devrait refléter la

diversité. Le nouveau président devra éviter de s'entourer uniquement de membres de la confrérie.

Quelles sont les orientations économiques du président élu ?

Le programme économique *Renaissance* de Mohamed Morsi est de nature libérale à la *Gamal Moubarak* (référence au libéralisme du fils de l'ancien président), mais il accorde une grande part à la justice sociale. Il repose sur une relance économique par de grands travaux

Le FMI, prêt à soutenir l'Égypte



Christine Lagarde, directrice générale du FMI.

● Le FMI a déclaré qu'il était « prêt à soutenir l'Égypte » après l'élection de Mohamed Morsi car le pays fait face à des défis économiques immédiats considérables. Des négociations sont en cours depuis le début de l'année qui portent sur un programme de réformes économiques sur lequel le pays devra s'engager en échange d'une assistance

financière de 3,2 milliards de dollars. Riyad a versé un milliard de dollars en mai, somme s'ajoutant à celle de 500 millions déboursés précédemment.

financés par la communauté internationale, tout particulièrement par Doha et Washington car je pense que les Américains ont envie de voir l'expérience réussir. Ils croient que cela poussera les Frères musulmans à adopter des positions modérées, ce dont je doute. Enfin, les Américains ne semblent pas vouloir compliquer la tâche des Frères. Je suis plus réservé sur l'éventuelle aide de l'Arabie saoudite à Mohamed Morsi. Riyad n'a aucune envie de faire des cadeaux aux Frères, à moins que ce soit le meilleur moyen de les acheter !

Le premier défi du nouveau président, c'est la sécurité ; étant entendu que ce n'est pas lui qui contrôle ce domaine ! Ensuite c'est l'économie. La situation économique n'est pas stabilisée, le partage du pouvoir n'est pas établi et la rue est tiraillée entre son désir de stabilité et sa volonté de ne rien lâcher, vu les sacrifices consentis. La population est épuisée mais elle est encore capable de se mobiliser. Cela peut inquiéter les Frères, l'armée et les contraindre, de ce fait, à trouver un accord pour permettre un retour à l'ordre.

Propos recueillis par Agnès Levallois

L'an 1 des révolutions arabes

BERNARD GUETTA
France inter livre
Belin, 2012



L'histoire est en marche, un autre mur est tombé» constate Bernard Guetta. À renfort de chroniques, choisies parmi ses interventions à la radio ou dans la presse écrite (entre décembre 2010 et janvier 2012), il replonge, mois après mois, le lecteur dans l'émotion des événements de 2011. Il saisit la contagion géographique du Printemps arabe, mouvement qu'il inscrit dans la modernité et qui lui semble attester de l'universalité des valeurs de la démocratie : l'argument du choc des civilisations vacille.

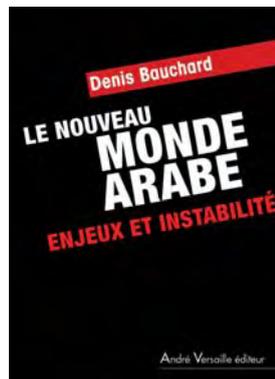
Une contagion prévisible, admet-il. Encore aurait-il fallu ériger les événements turcs et iraniens en prémisses. Une contagion comparable, assume-t-il : l'écroulement des régimes communistes en Europe centrale et orientale s'apparenterait bien à un précédent historique. Une contagion irréversible enfin. Toutefois des retours en arrière, des déceptions, et la lenteur des réformes à mettre en place sont inéluctables.

Reconnaissant parfois l'impossibilité d'analyser les bouleversements, et corollairement l'automatisme de la description, il glisse pourtant quelques pistes de réflexion et points de repères : la pertinence d'une exportation du modèle turc, la place de l'islamisme sur l'échiquier politique, le droit d'ingérence et les stratégies d'intervention des instances onusienne ou européenne, la typologie de la génération révolutionnaire, l'impact mondial de ces événements, notamment la probabilité d'un Printemps russe. Refusant tout effort de prospective, il dévoile une espérance : le Printemps arabe offre une chance à l'Europe, celle d'organiser la complémentarité entre les deux rives de la Méditerranée...

Audrey Audousseau

Le nouveau monde arabe enjeux et instabilités

DENIS BAUCHARD
André Versaille
éditeur, 2012



Ancien diplomate et ex-président de l'Institut du monde arabe, Denis Bauchard livre une analyse des bouleversements qui secouent le monde arabe depuis le déclenchement de la révolution tunisienne. Il replace les événements dans un contexte plus général, celui des crises que connaît cette zone depuis des décennies et du défi politique de la démocratie. Sa connaissance de la région lui permet, dans une démarche didactique, d'analyser et de proposer des pistes de réflexion loin des clichés ou des images caricaturales, qui vont du Printemps arabe à l'hiver islamiste, en parlant de processus inachevés. C'est une analyse nuancée qui souligne les différences au-delà de la première lecture, qui laisse à penser qu'un effet domino provoquerait les mêmes évolutions dans l'ensemble des pays car les causes sont les mêmes. Or la réalité est plus complexe, les niveaux de développement disparates et les structures politiques et sociales ne sont pas les mêmes, comme, par exemple, entre le Yémen et le Qatar. L'auteur propose quatre catégories de pays : ceux dans lesquels on peut parler de démocratie en marche comme la Tunisie ou l'Égypte ; des pays en réforme contrôlée comme le Maroc, la Jordanie ou l'Algérie ; ceux dans lesquels la violence persiste, comme en Syrie et, enfin, les pays où l'ordre règne encore, principalement ceux du Golfe. L'auteur considère que les islamistes sont des acteurs incontournables et que leur présence est un facteur d'interrogation pour les pays occidentaux qui longtemps ne les ont pas vus comme des interlocuteurs.

Denis Bauchard aborde ensuite les changements géopolitiques et le rôle des divers acteurs régionaux – comme la Turquie – et internationaux, à savoir les États-Unis, la France, sans oublier les Brics, ces nouveaux acteurs qui entendent affirmer leur place dans la région et que l'on voit à l'œuvre sur le dossier syrien. Assiste-t-on à une redistribution des cartes et à de nouveaux jeux d'influence ? Probablement.

Agnès Levallois

SUR LE NET

Arab Reform Initiative est un centre de recherche regroupant des instituts arabes et non arabes qui travaille sur la question de la réforme. Il publie des études particulièrement intéressantes dont une récemment sur l'Algérie et une autre sur le Maroc.

État, sécurité et réformes, le cas algérien

MUSTAPHA MOHAMED

● L'intérêt de cette étude est de mettre en avant la place qu'occupe le secteur de la sécurité en Algérie et de souligner que sa réforme implique forcément une réforme de l'État. Après avoir dressé un historique sur la naissance des services de renseignement nés dans le cadre de la guerre de libération, l'auteur se demande si une réforme interne, organisée et maîtrisée, est encore possible après les échecs précédents, notamment celui des réformateurs dirigés par l'ancien chef de gouvernement Mouloud Hamrouche. La société étant désorganisée et ne disposant pas de moyens politiques et organisationnels pour imposer des changements pacifiques, les évolutions ne peuvent venir que de l'intérieur du système. Mais l'armée et les services peuvent-ils envisager de remettre en cause une partie de leurs prérogatives ? Rien n'est moins sûr tant les responsables traumatisés par « leur incapacité à prévoir et à prévenir le raz-de-marée électoral du Front islamique du salut en 1991 ont organisé la mise au pas des appareils politiques en vidant la vie publique de toute substance ».

Maroc : vers une cohabitation entre le roi et les islamistes ?

ABDALLAH TOURABI

● Le roi Mohammed VI a réussi, en proposant une nouvelle Constitution en juillet 2011 et l'organisation d'un scrutin législatif en novembre, à désamorcer la contestation incarnée par le mouvement du 20 février. L'objet de cette étude est d'analyser la cohabitation inédite entre le Palais et le gouvernement islamiste dirigé par Abdelillah Benkirane, secrétaire général du parti de la justice et du développement (PJD). Détient-il la réalité du pouvoir ou le Palais continue-t-il à gérer la situation ? C'est la capacité du gouvernement à aborder les questions économiques et sociales (les manifestations répétées des diplômés chômeurs provoquent régulièrement des blessés et des arrestations) qui permettra d'apporter en partie la réponse.

www.arab-reform.net

SÉMINAIRE À BEYROUTH Les pistes pour créer une Méditerranée numérique

Pour réaliser un espace numérique commun, indispensable au développement des technologies de l'information et de la communication dans le Bassin méditerranéen, plusieurs pistes sont explorées. Tour d'horizon.



Pour le Liban, l'accessibilité aux TIC est également un enjeu majeur

● Dans un pays en perpétuelle reconstruction, et après des années d'investissements en infrastructures traditionnelles (routes, aéroports...), la priorité du gouvernement libanais est d'améliorer l'accès aux TIC. Un cadre pour le développement des TIC, présenté en octobre 2011, est en cours

d'approbation, a expliqué Mme Salam Yammout, coordinatrice de la stratégie nationale TIC auprès de la présidence du Conseil de ministres. Ce besoin d'infrastructure, criant au Liban, se fait également sentir dans d'autres pays du Sud.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) doivent, et peuvent, être au cœur du développement économique et humain dans le Bassin méditerranéen, à condition qu'une politique régionale soit menée visant la création d'un espace numérique commun, un espace « .med ». Voici la principale conclusion de la conférence organisée par Ipemed et Bader Young Entrepreneurs program, en partenariat avec l'ESA et le ministère des Télécommunications libanais, et du rapport *Vers un espace .med. La confiance dans la société numérique méditerranéenne*, publié par Ipemed¹.

Pour réaliser cette Méditerranée numérique plusieurs propositions sont avancées : la création de plateformes numériques de coopération Nord-Sud et Sud-Sud (*cloud computing* d'intérêt général), une stratégie industrielle forte en vue de soutenir la production des contenus, et des services liés aux TIC et un fonds d'investissements *Medtic*.

LES TIC, FACTEUR DE CROISSANCE « Les TIC ne doivent plus être conçues comme un secteur d'investissement potentiel mais comme étant au cœur de la mutation en cours du système productif, c'est un enjeu stratégique », a rappelé Pierre Musso au cours de la conférence. Les pays de la région, notamment ceux du Sud, doivent faire le choix de l'innovation (donc de l'éducation et de la formation) comme facteur clé de croissance et passer d'une logique de main d'œuvre à une logique de *cerveau d'œuvre*. Cela va de pair avec la mise en place d'un soutien renforcé des jeunes ingénieurs, afin d'encourager les incuba-

teurs et les start-up et, surtout, le développement d'une stratégie active des contenus (logiciels et programmes) et des services liés aux TIC. Les pays du Sud de la Méditerranée sont des grands consommateurs, voire des sur-consommateurs, notamment d'Internet. L'enjeu est d'encourager la production de contenus, d'exploiter les compétences existantes – et elles sont nombreuses – et ainsi créer de l'emploi, de la valeur ajoutée et limiter la fuite des cerveaux vers les États-Unis. Dans ce sens, l'exemple d'EuraTechnologies² est très illustratif avec 2 600 emplois créés entre 2008 et 2010.

GOVERNANCE ET FINANCEMENT La création d'un espace numérique méditerranéen et du *cloud computing* d'intérêt général ne peut pas se faire sans une réflexion approfondie sur sa gouvernance, sur la question de la propriété intellectuelle (comment protéger une nouvelle idée ?) et de la confiance. Un consensus se dégage pour imaginer des règles de fonctionnement transparentes et des régulations adaptées au niveau régional.

Un autre point clé a été abordé, celui des financements nécessaires pour mettre en place cet espace « .med ». Comme l'a rappelé Wahiba Hammaoui, le rapport d'Ipemed met en exergue l'idée d'un investis-

sement public-privé, avec des pays et des entreprises (notamment des opérateurs de télécommunications) s'engageant financièrement sur le long terme et faisant preuve de confiance à l'égard des TIC. Leila Serhan (Microsoft Liban) a rappelé l'idée de la mise en place de mesures fiscales incitatives pour encourager les entreprises à s'engager. Khater Abi Habib, président et directeur général de Kafalat, a évoqué la possibilité de créer deux fonds distincts, l'un recherchant le profit et géré par la loi du marché, l'autre ayant pour objectif le développement régional. Ce qui est sûr pour l'ensemble des participants, c'est que les investisseurs doivent être prêts à prendre beaucoup de risques du fait de l'incertitude liée aux projets TIC. De ce fait, le modèle des *business angels* apparaît à Nassim Kerdjoudj, CEO de Net skills, comme étant peut-être le plus adapté à l'accompagnement des entreprises évoluant dans le domaine des TIC.

Au terme de ce premier échange, beaucoup de questions abordées dans le rapport d'Ipemed sont restées sans réponse. La réflexion ne fait que commencer...

Macarena Nuno, chef de projet Ipemed

¹ Coécrit par Pierre Musso, Wahiba Hammaoui et Laurent Gille avec un groupe d'experts méditerranéens.

² Pôle d'excellence économique dédié aux TIC, implanté à Lille.



« Aider le Liban à s'adapter à la mondialisation »

Kafalat, membre fondateur d'Ipemed, est une société financière libanaise d'intérêt public destinée à aider les PME et start-up innovatrices pour accéder au financement des banques commerciales. Entretien avec Khater Abi Habib, président du conseil d'administration et directeur général.

Dans quel contexte a été créé Kafalat et dans quels domaines est-elle le plus présente ?

Conséquence de la guerre civile, les systèmes de prêts du secteur bancaire libanais ont subi nombre de distorsions. La plupart des prêts étaient concentrés à Beyrouth et dans la zone du Mont Liban, et ils étaient essentiellement à court terme afin de réduire les risques dus à la guerre civile et aux conflits. Des secteurs comme l'agriculture et l'industrie, qui avaient besoin de prêts à plus long terme, ont donc été exclus. Le prêt s'est concentré sur les entreprises connues, importantes et anciennes.

Kafalat s'était fixé comme objectif d'offrir une garantie financière à ratio élevé (75 % de risque). Cela signifiait de réduire l'écart géographique (entre le

centre et la périphérie) entre les petites et les plus grandes entreprises et entre les start-up, les entreprises peu connues et celles qui le sont davantage. Aujourd'hui, les secteurs concernés sont l'agriculture, l'industrie, le tourisme et la haute technologie. Cette dernière, en coopération avec l'Union européenne, a un programme particulier où la garantie financière atteint 90 %.

Les tensions que connaît la région influencent-elles l'économie libanaise et, de ce fait, les activités de Kafalat ?

Les tensions tant sur la scène politique que régionale ont affecté la performance de l'économie libanaise et donc celle de Kafalat. Durant le premier trimestre 2012, le nombre de prêts garantis a chuté de 14 %. Les mois d'avril et mai ont montré des signes de reprise, mais, au cours de ce dernier mois, le niveau accru d'insécurité dans le Nord, le long de la frontière avec la Syrie, se reflétera probablement dans nos statistiques d'ici à deux ou trois mois.

Pourquoi avoir rejoint Ipemed ?

Le Liban, d'un point de vue historique, social, culturel ou économique, a toujours été impliqué dans la Méditerranée. Avec la mondialisation, on assiste à une augmentation des activités à l'échelle régionale, notamment dans l'économie. La réunion des acteurs clés des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée est un moyen idéal pour le Liban, particulièrement pour son économie, de s'adapter à la mondialisation dans une approche, à la fois géographique et culturelle.

Quel bilan tirez-vous de cet engagement et comment voyez-vous l'avenir du rapprochement euro-méditerranéen ?

Ipemed est une instance qui permet d'observer la tendance des réactions et des opportunités d'affaires autour de la Méditerranée. Il est ainsi possible de contribuer à l'élaboration de solutions en vue d'une économie partagée, ce qui permettra de se faire entendre parmi les acteurs aussi bien privés que publics.

Propos recueillis par Agnès Levallois

DU CÔTÉ D'IPEMED

Créer la confiance, un rapport quinquennal

● En sa qualité de *think tank*, promoteur d'une meilleure intégration régionale, Ipemed, avec le concours de nombreuses personnalités du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée a produit et défendu, depuis sa

création en 2006, un grand nombre d'idées nouvelles. Pour faire le point sur cinq années de réflexion, mais aussi d'actions concrètes, en faveur du rapprochement des pays des deux rives, Ipemed publie son premier rapport quinquennal, consacré aux années 2007-2011. Y sont détaillées ses activités de production intellectuelle, dans les secteurs qui conditionnent

le développement (eau, énergie, finance, agriculture...), de dissémination, d'influence, ainsi que son organisation et sa gouvernance. Ce rapport est aussi l'occasion de présenter les orientations des cinq ans à venir, au service de la construction d'une grande région en plein bouleversement, au Nord, comme au Sud. Disponible en téléchargement sur www.ipemed.coop

